Subcomissão DH. - Genève
1/02/90

TL902-8

Monsieur le Président

Permettez-moi de vous saluer en tant que Président de cette importante session de la Commission des Droits de l´Homme qui se réalise dans un moment plein d´espoirs pour la communauté internationale désireuse d´un avenir juste et heureux pour tous les hommes et toutes les femmes du monde entier.

Monsieur le Président
Mesdames et messieurs

Notre Mouvement se sent concerné par les violations des droits des hommes et des peuples, partout où elles se produisent. Et nous sommes particulièrement concernés par la situation de tous ceux qui n´attirent pas l´attention des medias et qui sont exclus des préocupations des gouvernements et des pouvoirs institutionnels. Pour Pax Romana, plus que le nombre, la publicité, la valeur stratégique ou économique, ce qui compte, c´est qu´il y a toujours des milliers de nos frères et soeurs qui souffrent parce que leurs droits ne sont pas respectés.

Nous osons croire que celle-ci c´est aussi la position des illustres membres de cette Commission.

Nous nous réjouissons de la façon dont se réalise le processus de décolonisation de la Namibie. Elle constitue un exemple plein d´espoir pour tous les peuples qui n´ont pas encore eu accès à un vrai acte d´autodétermination.

Ce n´est certainement pas par hasard que l´Assemblée Générale des Nations Unies a proclamé 1990-2000 la Décade Internationale pour l´Éradication du Colonialisme. Il nous faut concentrer tous les efforts pour que le vingt-et-unième siècle soit enfin libre de ce pésant fléau qui a couté la vie de milliers d´êtres humains.

Parmi les peuples qui luttent encore contre l´occupation coloniale, Pax Romana est particulièremenet préoccupée par la situation qui prévaut au Timor Oriental, non pas seulement parce que - une fois résolu le problème de la Namibie - c´est le plus peuplé des territoires non autonomes sur la liste des Nations Unies, mais surtout à cause des informations alarmantes qui en parviennent sur la violation des droits les plus élémentaires.

En dépit de toutes les promesses faites par le gouvernement de l´Indonésie, la situation ne s´est pas améliorée. Et c´est assez compréhensible, puisque les autorités de Djakarta refusent catégoriquement d´envisager le problème qui est à la source de tous les autres, celui de l´autodétermination. C´est ainsi que "l´ouverture" du territoire, proclamée le 1er janvier 1989 pour des raisons économiques internes à l´Indonésie, mais que celle-ci essaya de transformer dans une mesure qui puisse lui accorder un délai sur le plan diplomatique, contre les critiques qui lui sont adressées, n´a pas apporté les bénéfices espérés.

La possibilité d´accès n´est pas complète, il y a encore des zones importantes du territoire qui ne peuvent pas être visitées. Les

déplacements se font exclusivement au long des routes controlées par les autorités occupantes et où les contrôles militaires sont systématiques.

Ce contrôle sévère a été ressenti aussi par les journalistes qui ont accompagné le Pape dans une visite extrêmement limitée, en octobre dernier. Cette visite a été précédée et suivie de mesures de répression, en particulier contre les jeunes-gens qui se sont manifestés en faveur de l´indépendance. Comme à l´accoutumé, les arrestations ont été suivies de tortures, cette fois pour obliger les jeunes à accuser un prêtre d´avoir été l´organisateur de la manifestation. Bien que quelques-uns de ces jeunes aient été libérés, trois d´entre eux continuent à manquer à l´appel.

D´autres jeunes timorais, réfugiés chez l´évêque ou élèves de l´école diocésaine S. José ont été arrêtés et maltraités à plusieurs reprises depuis lors. Les militaires sont entrés dans la résidence de l´évêque Ximenes Belo pour en retirer des jeunes qui y cherchaient refuge.

Le 17 janvier les forces armées indonésiennes ont reprimé avec brutalité une centaine de jeunes-gens qui avaient dialogué durant une heure avec l´ambassadeur des États-Unis à Djakarta, M. John Monjo. Des témoins affirment qu´il y a eu des morts et l´Institut indonésien de Défense des Droits de l´Homme le confirme.

La répression qui atteint de plus en plus des jeunes de 17 à 21 ans, montre que l´Indonésie a échoué dans sa tentative de former des indonésiens en imposant ses normes et son éducation aux jeunes timorais. Pendant 15 ans l´Indonésie a tué et humilié leurs parents; ce sont leurs enfants qui se lèvent aujourd´hui et affrontent la mort pour proclamer leur différence, pour lutter contre le colonialisme indonésien.

Monsieur le Président
Mesdames et messieurs

A la suite de la résolution 37/30 de l´Assemblée Générale de 1982, la Sous-Commission pour la Prévention de la Discrimination et la Protection des Minorités a "demandé au Secrétaire Général de continuer ses efforts pour encourager toutes les parties concernées, c´est-à-dire la puissance administrante, le gouvernement indonésien et les réprésentants du peuple timorais à coopérer pour trouver une solution durable, que prenne en considération les droits et les désirs du peuple du Timor Oriental". Dans cette résolution les illustres membres de la Sous-Commission ont pris note de la lettre adressée par Mgr. Carlos Filipe Ximenes Belo au Secrétaire Général de l´ONU en demandant qu´un référendum soit réalisé au Timor Oriental.

Le peuple timorais aspire toujours à la paix, quinze ans après l´invasion illégale de son pays par les forces armées indonésiennes. Le Chef de la Résistance timoraise, M. Xanana Gusmão, a annoncé que cette résistance se soumettrait sans délai à la volonté populaire, librement exprimée.

Monsieur le Président
Mesdames et messieurs

Les voies de la paix sont ouvertes. Il appartient à l'Indonésie et à la communauté internationale d'apporter aussi leur contribution à une solution juste et conforme au droit international que les gouvernements affirment vouloir respecter.

ATT. PAX ROMANA

Cher François

Voici mon texte sur le Timor Oriental.
J'espère qu'il soit encore utile.

Dites-moi quelque chose.

Cordiales salutations
Luís António Pereira

1. Fev. 90